



Journal des anthropologues
Association française des anthropologues

124-125 | 2011
Les rapports de sexe sont-ils solubles dans le genre ?

Rio de Janeiro, fin novembre 2010

Guerre de libération, occupation ou opération immobilière ?

Rio de Janeiro, late November 2010: Liberation War, Occupation or Property Deal?

Marc H. Piault



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/5887>
DOI : 10.4000/jda.5887
ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2011
Pagination : 345-357
ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Marc H. Piault, « Rio de Janeiro, fin novembre 2010 », *Journal des anthropologues* [En ligne], 124-125 | 2011, mis en ligne le 01 mai 2013, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/5887> ; DOI : 10.4000/jda.5887

**RIO DE JANEIRO, FIN NOVEMBRE 2010 :
GUERRE DE LIBÉRATION, OCCUPATION
OU OPÉRATION IMMOBILIÈRE ?**

Marc H. PIAULT*

J'ai pu assister pendant plusieurs heures – notamment quatre heures de suite – sur deux chaînes de télévision brésiliennes (SBT et GLOBO), à ce qui était présenté clairement comme une action de guerre et de reconquête territoriale : la prise, les 26 et 27 novembre 2010, du quartier appelé *Complexo do Alemão* qui appartient à l'une des zones ultra-populaires de la ville de Rio de Janeiro.

Je voudrais pour commencer insister sur une découverte dont je ne suis pas certain qu'elle soit seulement technique : la capacité de démonstration acquise par un même stock d'images, apparemment très concrètes et fortement situées, en en répétant indéfiniment le visionnage avec d'infimes changements dans la longueur des plans et dans l'ordre même de leur montage. Le résultat surprenant est d'assurer une véracité à l'événement montré tout en faisant de sa monstration une véritable affirmation. Plus que de documents, il s'agit alors de séquences construites à l'appui d'une cause. L'insistance indéfiniment répétée des images conduisait à les assurer comme un discours de compréhension, d'explication et un fonctionnement de preuves. Temps et lieux

* Comité du film ethnographique – CP 22
36 rue Geoffroy Saint-Hilaire, 75005 Paris
Courriel : marc.piault@orange.fr

étaient constamment mêlés et les commentaires des reporters ne correspondaient jamais aux images ni même aux moments réels de la journée. Leurs variations contribuaient lourdement à désarmer l'éventuel regard critique du spectateur. Il était ainsi entraîné dans le rythme d'une dé-monstration comptant beaucoup plus sur l'alerte sensible que sur une compréhension argumentée des événements et du déroulement concret de l'action. Le flou spatio-temporel entretenu augmentait la force de la parole qui conduisait, presque sans respiration, le rythme prodigieux de cette lutte haletante du Bien contre le Mal.

Un tel combat en effet ne peut dépendre de la particularité des lieux et de la contingence des heures, il devient en quelque sorte intemporel et en toutes directions. Menée par des forces qui surgissent, imprévues, imprévisibles, cette bataille s'affirme victorieuse en son principe et dans l'esthétique même de ses manifestations. En effet, le mal ennemi ne peut être qu'invisible car il est pervers mais il est ici et nulle part, ce qui explique le peu d'importance accordée à une vraie précision pour la localisation d'une démonstration du combat. C'est l'acte victorieux et implacable des forces de l'ordre qui importe. Leur simple présence suffit à assurer de leur nécessité. En fait, l'énoncé même de la victoire est plus important que ses circonstances.

C'était donc comme si on me présentait un objet, toujours le même mais sous toutes ses « formes », dans toutes ses composantes et de tous les côtés successivement et à la fois. Sous toutes les apparences qu'il puisse se donner, le Malin est toujours le même et toujours combattu victorieusement. L'ensemble des images documentaires utilisées par les télévisions ne devait sans doute pas dépasser une demi-heure mais, accompagné des commentaires de journalistes différents, en studio et « sur le terrain », répété dans tous les ordres, toujours semblable et jamais pareil, il a pu s'étaler sur la journée entière du 26 novembre. C'était « comme si » l'on suivait à la fois le développement temporel d'événements quasi mythiques et l'occupation concrète ou plutôt la reconquête d'un véritable espace moral. On semblait découvrir subitement qu'il était indûment occupé par de dangereux et invisibles bandits souillant et

dévorant réellement une part du corps sacré de la patrie enfin restaurée et nettoyée grâce à l'intervention des forces de l'ordre. Les images montraient essentiellement des fragments de quartiers où des commandos armés progressaient d'un coin de rue à l'autre, des véhicules blindés stationnant à des carrefours délabrés, des visions aériennes de groupes armés indistincts et paraissant s'enfuir, une journaliste décrivant une situation à peine entrevue et tentant d'interroger des passants se contentant de dire oui aux affirmations qu'on leur proposait comme question... Ces images étaient ponctuées d'interviews dans les bureaux de la télévision de différents responsables des forces de l'ordre ou du gouvernement. Tous affirmaient et confirmaient l'étroite collaboration des différentes instances militaires et policières mais surtout ils dévoilaient spontanément la longue et ancienne préparation des opérations menées sur le terrain.

Du côté de la presse écrite, reprenant en grande partie les images vidéo, le même saupoudrage de lieux, de situations et de dates contribuait à généraliser la situation de guerre, à disperser l'intention de reconnaissance, à accentuer le sentiment d'une force de guerre opérant sans faille contre un ennemi pris de panique. Un hélicoptère survole une favela, des policiers armés interdisent en pleine ville l'accès d'un tunnel très fréquenté, une foule attend devant un omnibus (cela pourrait être simplement une heure d'affluence normale !), un homme en tenue de combat, au milieu d'un décor de débris et de fumée pointe un fusil en direction du photographe : tiens ! comment se fait-il que ce dernier tourne si courageusement le dos au terrible danger que semble affronter le soldat ? Et puis les images impressionnantes des « armes de la police » avec notamment toutes sortes de véhicules blindés transportant les troupes et bloquant les accès inférieurs des favelas. Le spectateur, le lecteur retrouvent, reconnaissent l'organisation, la prévoyance, la certitude d'un État dans toutes ses forces.

Il s'agissait aussi d'exprimer le sentiment d'un soutien général des bons citoyens à cette entreprise musclée de « pacification ». Fragments d'interviews, photos envoyées par des lecteurs, citations en tous genres, interventions de spécialistes, de responsables

politiques, tout tendait à donner une impression d'unanimité d'opinion. La gravité de la situation était marquée par des récapitulatifs sous forme de cartes et de diagrammes chiffrant et situant des événements sur un vaste espace couvrant également une bonne partie des villes de la région de Rio. On comptait, on montrait des véhicules en flammes, des bâtons de dynamite, trois cents litres de gazoline saisis avec un habitant d'une très grande favela restée – pour l'instant – en dehors des événements (*la Rocinha*), la découverte d'un vieux stock de balles de fusils en mauvais état...

Les images de l'espace d'affrontement, ou plutôt d'occupation, étaient régulièrement interrompues par des entretiens avec les différents responsables de l'action menée, hommes d'armes sérieux, impressionnants dans leurs uniformes impeccables, appartenant à des corps armés institutionnellement différents et démontrant l'étroite collaboration qui leur avait permis de préparer et de mener un combat scientifiquement conçu et donc imparable. Un général en retraite, spécialiste des « guerres irrégulières », expliquait et commentait doctement la procédure des mouvements et surtout la coordination des actions menées grâce à une « intelligence » scientifique. C'était l'indication d'une organisation parfaite de toutes les informations nécessaires à la coordination – elle aussi parfaite – d'une action menée – évidemment – parfaitement ! Comment était concrètement gérée cette action de renseignement et d'ajustement des actions à leurs conditions, quels étaient leurs critères d'application, rien n'était expliqué par ce spécialiste, et la seule répétition du « concept » d'*intelligence* devait suffire à tout éclairer dans sa nouveauté révolutionnaire et scientifique.

Si l'on s'en tient aux données fournies par le général en question et par les différents responsables des forces armées, la préparation d'une action coordonnée avait commencé il y a plus d'un an. Elle avait parfaitement abouti à la suite de réunions et d'exercices nombreux qui avaient ordonné pratiquement les interventions possibles, leur logistique et les modalités d'articulation entre les actions des différentes forces sur le terrain. La

planification, décidée semble-il depuis la fin de l'année dernière, ne supposait cependant pas d'intervention immédiate.

Les raisons de l'action menée ont été alléguées par la presse prenant en considération « des attaques du trafic »¹ après lesquelles « La PM (police militaire) reprendrait ses actions dans les favelas » (*O Globo*, 23/11/10 : 1). Ces attaques auraient donc été antérieures à l'action menée et en des quartiers différents mais essentiellement dans la très populaire « Zona Norte » de Rio. Les informations, dispersées entre plusieurs articles, sous des titres distincts et sans aucun effort de synthèse, renvoient notamment aux deux mois précédents qui auraient été marqués par des attaques intenses de la part de « bandits » agissant sur l'ordre de leurs chefs enfermés à la prison fédérale de Catanduvas, située dans la très lointaine région du Parana. Quinze jours avant les événements, ces ordres auraient été interceptés par la police. Ils auraient notamment entraîné des attaques incendiaires dès le 8 novembre ainsi que des *arrastões*, c'est-à-dire des actes de pillage, dans la zone « bourgeoise », la « Zona Sul » de Rio, à partir du 29 septembre. Ajoutant (ou mélangeant ?) à cela plusieurs incidents dans des quartiers très différents de la ville, on conclut ces inventaires, étrangement désordonnés, par la mention des 34 *arrastões* enregistrés dans la région métropolitaine depuis le début de l'année et de la mort d'une universitaire au cours d'une agression en janvier à *Vila da Penha*. On s'interroge sur le sens d'une telle comptabilité ! Il s'agit en fait d'un ensemble confus de faits, de dates, de situations réunis comme si tous étaient nécessairement liés par une même logique, un même projet en vue d'une scénographie de terreur intentionnelle. Ce serait une stratégie délibérée de la part « des chefs de la plus grande faction criminelle de Rio » pour provoquer une panique chez les citoyens respectables. Cette action serait en représailles contre

¹ Les termes « trafic » et « trafiquant » désignent évidemment les membres des groupes organisés pratiquant le commerce illégal des drogues mais ils sont souvent utilisés pour nommer de façon indifférenciée toutes sortes de délinquants ainsi supposés plus ou moins clairement en relation avec ce commerce.

l'implantation, en plusieurs quartiers populaires et depuis plus d'un an, de nouvelles formations de police spécialisées et destinées au contrôle des zones urbaines « sensibles » (Unités de police pacificatrice, UPPs)². L'intention aurait été « d'obliger le gouvernement à reculer dans ses actions pacificatrices » (*O Globo, idem*).

On voit bien que l'on tente avant tout de surmonter la diversité et l'hétérogénéité des faits et des situations pour construire l'image d'une préméditation claire de la part des « bandits ». Le développement même de l'information accentuait, jour après jour, le mélange des dates, des lieux et des faits et l'action des forces armées devait et pouvait apparaître comme une « réponse » à l'attaque ennemie. Phénomène courant des guerres les plus dramatiques comme des disputes les plus dérisoires : qui a commencé ?

Il faut cependant rappeler que cette fameuse « riposte » à une attaque des bandits était en réalité prévue depuis longtemps. Cette extraordinaire coordination des forces de l'ordre, celles qui vont finir par s'appeler les forces du Bien dans leur lutte héroïque et légendaire contre Le Mal, avait été annoncée dès le mois de septembre 2009 par José Mariano Beltrame, secrétaire de la Sécurité de Rio de Janeiro, lors d'une conversation avec le consul américain Dennis W. Hearne.

Dès les premiers jours de décembre de nombreux articles de presse posent la question d'une prochaine étape de cette guerre urbaine et citoyenne : ce pourrait bien être la prise de l'immense favela de *la Rocinha* qui se dresse à la frontière des nouveaux

² Ces UPPs sont installées depuis plus d'un an dans une dizaine de quartiers périphériques de Rio où sont cantonnées des unités de police spécialement constituées et entraînées. Elles ont une autorité pratiquement absolue sur la population qu'elles contrôlent pratiquement sans limite, appliquant à la lettre la devise du Brésil : « ordem e progresso »... Ces opérations me rappellent terriblement l'action « pacificatrice » de l'armée française pendant la guerre d'Algérie, lorsque le territoire avait été divisé en « quartiers » entièrement soumis à la gestion militaire. Cette référence coloniale me paraît assez bien convenir en l'occurrence et devrait être plus longuement poursuivie.

quartiers du sud de la capitale. Nécessité d'autant plus étrange, s'il s'agit toujours et essentiellement de la lutte contre le banditisme de la drogue, que ce fameux *Complexo do Alemão*, théâtre de cette première guerre de reconquête « citoyenne », était, le 23 novembre 2010 encore, considéré en page 6 du journal *O Globo*, comme le « quartier général du trafic et refuge connu de bandits exclus des favelas récupérées par les UPPs ». On s'étonne donc que l'affaire n'ait pas été réglée, au moins pour l'essentiel, après une bataille victorieuse, présentée comme héroïque et exemplaire, menée en outre avec tous les équipements modernes imaginables et notamment les tanks de la marine transportant les troupes car « si cela avait été fait à pied, il aurait alors fallu des jours et des jours de combat. Les blindés eurent également un effet de déstabilisation psychologique de l'ennemi dont la fuite en masse enregistrée par la TV Globo, ne pourra jamais être oubliée » (R. Pimentel : « A mão forte do Estado », *O Globo*, 7/12/10 : 7).

Un tel combat, préparé longuement, scientifiquement et coordonné méticuleusement par les meilleurs spécialistes possibles, devait montrer en principe « que lorsqu'il y a la stratégie, le commandement, l'emploi de la technologie et du précepte d'un usage échelonné de la force..., il n'y a pas moyen d'affronter la main forte de l'État » (R. Pimentel, *idem*). Tout était d'ailleurs bien prévu puisque l'on a vu notamment des militaires, parachutistes je crois, le visage barbouillé de noir afin sans doute d'être prêts, dès le matin, pour une éventuelle expédition nocturne ou bien peut-être pour affronter les souterrains obscurs et inondés que les bandits – évidemment et très certainement fort bien équipés de tenues de plongée sous-marine – auraient pu emprunter pour s'échapper.

En fait l'ennemi, peut-être vraiment démoralisé – qui sait ? – a pu néanmoins s'enfuir. Et ceci malgré l'équipement prodigieux des troupes de la répression. Ceux-ci en effet possédaient non seulement des fusils – c'est heureux pour eux ! – mais aussi des indicateurs de position perfectionnés et jusqu'à des vaporisateurs de poivre pour écarter les malheureux civils que les trafiquants auraient pu utiliser comme barrière humaine. Un tel déploiement d'armes si nouvelles n'aurait occasionné – dit-on – aucune

« victime civile ». Dans *O Globo* du 25 novembre 2010, je relève néanmoins – et ce n’est pas la seule évidence – une photographie avec la légende suivante : « des habitants du Morro da Caixa D’Água, amènent à l’hôpital Gettúlio Vargas le corps d’une personne morte au cours du conflit. » Également mais Plage de Botafogo (Rio de la Zone Sud) une infirmière meurt au cours d’un « affrontement » entre des hommes armés et la Police Militaire (*O Globo*, 26/11/10, 3^e éd. : 11).

La fuite de ces bandits reste malgré tout énigmatique : captée par TV Globo, elle est d’abord présentée le 26 novembre (page 1 du *Globo* n° 28.235) comme l’image de bandits fuyant l’occupation de la favela de *Vila Cruzeiro* par la marine, l’armée et la police. Il y aurait ainsi environ 200 hommes armés se dirigeant, à vrai dire assez calmement, vers le *Complexo do Alemão*. Une première photo montre ces hommes marchant sur une route en terre, la deuxième photo montre « les trafiquants arrivant au nouveau refuge, qui a déjà été encerclé par des policiers civils et fédéraux ». Apparemment, cet « encerclement » n’a dû être mené à bien qu’après l’arrivée desdits bandits ! Par la suite, et jusqu’à présent, la très grande majorité d’entre eux (on avance des chiffres entre 300 et 600 personnes) semble s’être échappée. L’occupation du *Complexo* n’a donc pas eu l’efficacité souhaitée malgré la modernité et la scientificité des moyens mis en œuvre et de « l’intelligence » déployée. Cependant on nous rassure car la Police Fédérale était déjà au travail, dès les jours suivants et en collaboration avec le Secrétariat national antidrogue du Paraguay, pour surveiller là-bas, à des centaines de kilomètres, la région frontalière déjà fréquentée par des « criminels fuyant les favelas occupées par les UPPs ». Une fois encore tout est prévu et il s’agit là bien entendu d’un « travail intégré » avec de nombreuses informations « d’intelligence » : nous pouvons être tranquilles, les résultats seront certainement perceptibles un jour !

Que reste-t-il de cette grande victoire, de cette reprise d’un espace voué désormais à la normalité d’une citoyenneté respectable ? Sans doute quelques armes récupérées et des paquets de cocaïne et de crack mais aujourd’hui dans quel quartier de Rio

une perquisition en règle ne ferait pas de récolte fructueuse d'armes et de drogues de toutes sortes ? En outre, quelques arrestations dont le nombre reste incertain et qui se confondent beaucoup avec celles de délinquants dont les journaux mentionnent quotidiennement et sans emphase les méfaits : vols de voitures, agressions sexuelles plus ou moins graves, cambriolages malchanceux ou violents et, relativement fréquemment, meurtres plus ou moins prémédités et aux motivations très variables...

Il reste également, et ce n'est pas l'un des moindres sujets d'une interrogation citoyenne, que certains espaces sont devenus – pour une durée mal déterminée encore et dans des conditions assez peu claires – de véritables territoires militaires où le statut des habitants est sous l'entier contrôle de l'armée habilitée à opérer toutes les interventions possibles. Ce sont ces favelas « reconquises » et où ne sont pas encore installées les fameuses nouvelles unités de polices, les UPPs dont le déploiement aurait été à l'origine du mécontentement et de la violence des « bandits ». Ces territoires « libérés » mais soumis à un « droit d'exception », en transition vers une citoyenneté régularisée, que sont-ils réellement ? Comment identifier leurs habitants, définir leur statut, leurs recours face au pouvoir sans contrepartie des militaires qui les surveillent jusque dans l'intimité de leurs foyers ? Ces habitants des quartiers populaires dont les journalistes s'évertuaient à clamer la joie d'être « libérés », qu'ont-ils fait pour être maintenus dans ces purgatoires de la citoyenneté, dans ces véritables espaces de non-droit ? Que doivent-ils attendre pour circuler librement, pour ne pas être constamment interpellés par des soldats dont ni la vocation, ni la formation ne sont de contrôler les identités des personnes, de fouiller les maisons, de surveiller l'entrée des banques ou l'approvisionnement des magasins ?

Enfin, je n'entends guère parler d'autres objectifs pour ces fameux bandits que de créer et maintenir les conditions d'une violence se retournant bien souvent contre eux. D'où viennent donc ces armes dont on s'aperçoit fréquemment qu'elles ont été d'abord répertoriées dans les registres d'une police, de l'armée ou de la marine ? Où devaient aller ces tonnes de drogues apparemment

saisies, quels en sont les consommateurs, quels en sont les circuits proprement commerciaux ? Autant de questions qui, me semble-t-il, font apparaître les bandits des favelas comme les derniers échelons et les plus exposés d'une chaîne de production, de commerce et de consommation dont les éléments principaux occupent sans doute des quartiers plus respectables et ne circulent peut-être pas sur des motos volées.

Nous avons eu en fait la primeur d'une mise en scène nouvelle. Les faits et les lieux, les personnages et les paysages se mêlaient en arrière-plan dynamique d'une pièce de théâtre où l'improvisation avait ses limites : celles du décor proposé et qui se recomposait constamment en répétitions variables pour créer un espace totalement fictif et totalement réaliste à la fois. C'était la réussite d'un mode de communication désormais bien au point et grâce auquel la sensation du réel est plus importante que la réalité du sens. L'image d'un homme qui court suivie de celle d'un autre homme tirant au fusil suffit à m'assurer qu'ils participent tous les deux d'une même action. La garantie de vérité m'est alors donnée par le commentaire d'un journaliste qui n'assiste à rien de tout cela mais interroge un autre journaliste supposé être dans les parages et qui m'assure en outre – sans véritable interview – que la population locale est enchantée d'être délivrée...

Il reste le souvenir d'un spectacle impressionnant donné à la bonne société brésilienne, celui d'une volonté d'ordre de la part d'un État qui formule à la fois des intentions sociales et des ambitions économiques clairement situées dans une perspective néolibérale. On ne peut en effet manquer de s'interroger sur cette longue préparation logistique et stratégique de l'opération. Elle ne s'arrête d'ailleurs pas à la « victoire » du *Complexo* puisque déjà s'annonce la poursuite des actions en direction de *la Rocinha* qui pourrait être le prochain espace à conquérir par les forces du Bien.

S'agit-il vraiment d'une mise en ordre provoquée par les actes du banditisme ou bien ces actes – toujours condamnables quelles qu'en soient leurs dimensions – ne servent-ils pas de prétexte pour préparer à un nettoyage général de la cité en prévision des grandes manifestations sportives mondiales annoncées pour ces prochaines

années à Rio (Coupe du Monde de Football en 2014, Jeux Olympiques en 2016). On parle déjà d'opérations immobilières, de constructions ou de reconstructions, d'ouvertures de banques. La plupart des quartiers populaires, à commencer par le centre de la ville et la zone portuaire, sont sous la surveillance à la fois des polices, des entrepreneurs et des politiciens et on se prépare à de grands déplacements de population pour commencer de grands travaux.

Les investissements prévus ne sont pas minces et ne datent pas du début de cette fameuse « guerre ». « Penha e Alemão doivent recevoir 1,3 billions de réals en travaux » (plus de six cents millions d'euro). C'est le titre de la page 31 du *Globo* du 2 décembre 2010. Il s'agirait de projets inclus dans la seconde étape du Programme d'accélération de la croissance (PAC2). L'ensemble du projet concernant neuf favelas représenterait un investissement de 5,3 billions de réals (près de deux milliards et demi d'euro). Autour de l'église de la Penha, six cents unités d'habitation, des zones de loisirs, de spectacles, de circulations diverses, des jardins sont prévus, environ 20 000m² d'aménagement. Des plans de travaux sont déjà engagés par le PAC1 dont a commencé de bénéficier *la Rocinha* mais surtout, sans doute, leurs entrepreneurs. D'un autre côté, un nouveau plan directeur est proposé par le maire de la ville, Eduardo Paes, qui permettrait de densifier les rues autour de l'église de la Penha, autorisant notamment la construction d'immeubles plus élevés ainsi que celle de quartiers résidentiels. On comprend bien qu'une certaine urgence apparaisse et qu'elle implique une véritable rénovation urbaine. Les acteurs principaux ne sont pas nécessairement ceux que l'on fait apparaître sur les écrans complaisants des télévisions. Bien sûr, les bandits existent, sans aucun doute trafic de drogue et victimes innocentes apparaissent mais ce ne sont certainement pas là des faits nouveaux impliquant une modification radicale de la situation. Par contre, la perspective très proche d'une gigantesque rénovation urbaine semble motiver la mise en place d'une politique gestionnaire de la ville d'une autre nature et d'une portée considérable allant bien au-delà de toute considération démocratique et éthique.

On ne saurait oublier que les « guerres irrégulières » dont nous avons cité plus haut le spécialiste, impliquent aussi des actions menées contre des groupes d'agitation politique et sociale comme le « mouvement des sans-terres » ou le « mouvement des sans-toits » qui existent depuis de nombreuses années au Brésil. Ne s'agirait-il pas de nettoyer les apparences du désordre et de réunifier une nation en risque de questionnements ? Ne s'agirait-il pas avant tout de promouvoir l'établissement d'infrastructures de gestion et de communication au niveau national et de renforcer les sentiments d'appartenance en nettoyant les lieux de division et d'expression de violence sociale ? Ne cherche-t-on pas à offrir des terrains locaux d'expérimentation et de gestion économiques à des instances financières dont l'absence d'identité nationale ou locale serait justifiée par l'internationalisme de bon aloi des manifestations sportives attendues ? L'image du Brésil est en jeu au travers des projets à venir qui, malgré leurs objets apparents concernant le sport, paraissent surtout intéresser l'économie et la finance. Comme le fonctionnement des équipes de football le montre bien, l'idéologie localiste ou nationaliste qui s'y exprime est en fait appuyée sur des joueurs sans identité bien claire, vendus et achetés en des lieux bien différents. Leur expertise est négociée par des entrepreneurs et des spéculateurs dont le profit est le seul intérêt. Les *afficionados*, les spectateurs ne sont finalement dans ce système que les supports publicitaires des équipes en compétition et, comble de l'aliénation, ils payent leurs places en contribuant aux bénéfices essentiels des entrepreneurs ! De quelles guerres s'agit-il donc dans tout cela ?

L'information et ses images... quelques références

– *O Globo* 23/11/10 n° 28.232 : 1.

Deux photos avec la légende : « A SEQUÊNCIA MOSTRA dois carros pegando fogo na Via Dutra, ontem, em video feito por um leitor ; e depois abandonados, apos novo ataque de bandidos que espalham o terror ». Malheureusement les voitures montrées sur chacune des deux photos ne sont pas les mêmes et – probablement, mais c'est plus difficile de l'assurer – le lieu n'est pas le même.

– Voir également les informations parues sur la page d'ouverture-mail de TERRA du 7/12/10.

Résumé

Le 25 novembre 2010, une force d'intervention réunissant les différentes polices, la marine et l'armée, prenaient le contrôle d'un quartier populaire du nord de Rio de Janeiro. Cette action intervenait, selon les communiqués de la presse, à la suite de violentes attaques menées par des groupes appartenant au principal gang de la région. Toute la journée les télévisions et la presse ont suivi cette opération, interprétée comme une phase d'une lutte du Bien contre le Mal. Peut-être s'agissait-il en réalité d'une phase de l'opération politique en cours visant le nettoyage et le renouveau immobilier de la ville en prévision des grandes manifestations sportives internationales (Coupe du Monde de football, Jeux Olympiques) qui doivent se dérouler à Rio en 2014 et 2016 ?

Mots-clefs : images, guerre, Mal, Bien, pacification, trafic, reconquête, rénovation urbaine, Brésil.

Summary

Rio de Janeiro, late November 2010: Liberation War, Occupation or Property Deal?

On 25 November 2010, an intervention force comprising the different branches of the police, the navy and the army took control of a working-class district in the north of Rio de Janeiro. According to press statements, this action took place following violent attacks by groups belonging to the main gang in the region. All day long, television stations and the press followed the operation, which was interpreted as a phase in the struggle between Good and Evil. Might it, in fact, have been a phase in an on-going political operation aimed at the cleansing of the city and property renewal in anticipation of the major international sporting events (the Football World Cup and the Olympic Games) due to take place in Rio in 2014 and 2016?

Key-words: images, war, Evil, Good, pacification, traffic, conquest, urban renewal, Brazil.

* * *